

Appel pour un soutien international des syndicats à la campagne BDS

24.08.2013

Categories: Syndicats

En commémoration de la Journée internationale des travailleurs, le mouvement syndical palestinien a tenu sa première conférence BDS et a annoncé la formation de la **Coalition de syndicats palestiniens pour la campagne BDS** (Palestinian Trade Union Coalition for BDS - PTUC-BDS) pour un soutien international des syndicats à la campagne BDS

Déclaration de principe et Appel

Palestine occupée, le 4 mai 2011 - Le 30 avril 2011, pour commémorer le premier mai - journée de lutte des travailleurs et de solidarité internationale - s'est tenue à Ramallah la première conférence palestinienne des syndicats pour le boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël (BDS). Organisée par la quasi-totalité du mouvement syndical palestinien, dont des fédérations, des syndicats professionnels, et des cartels syndicaux représentant l'ensemble du spectre des partis politiques palestiniens, cette Conférence a présidé à un événement historique:

La création de la Coalition des syndicats palestiniens pour la campagne BDS (PTUC-BDS).

La PTUC-BDS devient ainsi la plus grande coalition syndicale palestinienne, la référence la plus représentative en Palestine pour des syndicats internationaux en faveur du soutien à l'appel BDS. Cet appel a été lancé par la société civile palestinienne en 2005 sur la base des directives et des principes adoptés par le Comité national pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC), dont PTUC-BDS est devenu un élément clé.

Le mouvement syndical mondial a toujours joué un rôle clé et inspirant par son courageux engagement pour les droits humains et pour l'adoption de sanctions concrètes et innovantes contre des régimes oppressifs pour manifester sa solidarité avec les peuples opprimés du monde entier. Le boycott syndical de l'apartheid en Afrique du Sud constitue un magnifique exemple de cette tradition de solidarité syndicale efficace. Aujourd'hui les syndicats sont à l'avant-garde pour défendre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à la justice, à la liberté, à l'égalité et au droit au retour des réfugiés tel que stipulé dans la résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Beaucoup de syndicats déjà ont répondu à l'appel de la société civile palestinienne et en particulier de son mouvement syndical, à adopter BDS comme la forme la plus efficace de solidarité avec les Palestiniens dans leur lutte pour mettre fin à l'occupation israélienne et à l'apartheid.

Le système d'oppression d'Israël contre le peuple palestinien comprend plusieurs niveaux, à savoir l'occupation, le colonialisme et l'apartheid. Y mettre fin est devenu un défi pour l'humanité. Pendant des décennies, Israël a poursuivi son épuration ethnique des Palestiniens, en particulier dans Jérusalem-Est occupée, la vallée du Jourdain et le Naqab (désert du Négev) et cela en totale impunité. Pendant 44 ans d'occupation Israël a volé les terres et les ressources naturelles; colonisé et construit des implantations coloniales illégales et de murs de séparation, assiège Gaza, refusé avec acharnement de reconnaître les droits des réfugiés, mené d'interminables guerres d'agression, incarcéré des prisonniers politiques, mené des assassinats arbitraires de civils et démolit des infrastructures. La destruction systématique par Israël de l'économie palestinienne, l'expropriation des terres agricoles les plus fertiles, ainsi que l'humiliation et la discrimination à caractère raciste contre les travailleurs palestiniens font tous partie intégrante de la réalité d'un régime d'apartheid qui ne devrait pas être toléré par le monde aujourd'hui.

Les puissances hégémoniques ont échoué à tenir Israël pour responsable devant le droit international quand elles n'ont pas refusé de le faire. Il appartient donc aux personnes conscientes et à la société civile internationale, et en particulier au mouvement syndical, de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à des décennies de complicité internationale à l'égard des violations du droit international et des droits humains commises par Israël, par ses institutions et par ses compagnies internationales.

Le principal message de cette rencontre historique a été de mettre en évidence la nécessité d'un soutien de l'ensemble du mouvement syndical palestinien pour un boycott total d'Israël, [1] comme étant le moyen le plus efficace de manifester sa solidarité avec le peuple palestinien.

La Conférence a eu l'honneur d'accueillir João Felicio, secrétaire aux relations internationales de la CUT. Ce syndicat brésilien qui représente plus de 20 millions de travailleurs a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien et ses droits légitimes et a réitéré son soutien à la campagne BDS. La conférence a reçu de nombreux messages de solidarité provenant de nombreuses fédérations syndicales, notamment la Fédération internationale des syndicats arabes, le COSATU (Afrique du Sud), le ICTU (Irlande), et d'un grand nombre de syndicats indépendants au Canada, en Ecosse, en Italie, en France, en Espagne, en Turquie, en Australie, aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Tous les principaux partis politiques palestiniens ont également soutenu avec enthousiasme la conférence et la création de la PTUC-BDS.

La Conférence condamne résolument la Histadrout (principal syndicat de travailleurs israéliens) et appelle les syndicats à niveau international à rompre tous les liens avec elle à cause de sa complicité historique et actuelle en ce qui concerne les violations israéliennes du droit international et des droits des Palestiniens. La Histadrout joue depuis toujours un rôle clé dans la perpétuation de l'occupation israélienne, de la colonisation et du système de discrimination raciale:

1. En soutenant publiquement les violations israéliennes de la Quatrième Convention de Genève et d'autres principes du droit international,
2. En maintenant activement des intérêts commerciaux dans des entreprises israéliennes implantées dans des colonies illégales [2]
3. En permettant aux colons juifs en Cisjordanie occupée de faire partie de l'organisation syndicale [3]
4. En soutenant la guerre d'agression d'Israël contre la bande de Gaza assiégée en 2008-2009; [4], Elle a ensuite justifié le massacre israélien des travailleurs humanitaires et des militants à bord de la Flottille de la Liberté le 31 mai 2010 [5]
5. La retenue illégale pendant des décennies d'occupation de NIS 8,3 milliards (environ 2.43 milliards de dollars) sur des salaires gagnés par les travailleurs palestiniens des Territoires Palestiniens Occupés [6] . Ces sommes ont été déduites pour des avantages syndicaux «sociaux ou autres » que les travailleurs

palestiniens des TPO n'ont jamais reçu.

Rappelant l'adage syndical «une attaque contre un est une blessure pour tous», et étant donné le rôle historique du mouvement syndical mondial dans la solidarité internationale avec les peuples opprimés du monde entier, PTUC-BDS:

ñ salue cordialement tous les syndicats mondiaux pour leur solidarité avec le peuple palestinien, en particulier ceux qui ont adhéré à la campagne BDS contre Israël,

ñ Invite les syndicats à travers le monde à manifester leur solidarité active avec le peuple palestinien en développant des campagnes BDS innovantes et adaptées au contexte comme étant le moyen le plus efficace pour mettre fin à l'impunité d'Israël. Par exemple :

ñ le boycott des sociétés israéliennes et internationales (comme Elbit, Agrexco, Veolia, Alstom, Caterpillar, Northrop Grumman, etc) et des institutions qui sont complices de l'occupation israélienne et les violations du droit international,

ñ l'examen des investissements des fonds de pension dans le but de désinvestir des obligations de l'Etat d'Israël et de toutes les compagnies israéliennes et internationales ainsi que les institutions qui sont complices de l'occupation, la colonisation et l'apartheid israéliens

ñ la mise sous pression des gouvernements afin qu'ils suspendent les accords de libre-échange avec Israël, qu'ils mettent fin au commerce des armes et aux relations militaires avec ce pays; éventuellement et à plus long terme, d'envisager de couper tous liens diplomatiques avec Israël,

ñ Invite les travailleurs portuaires du monde entier à boycotter le chargement / déchargement des navires israéliens, tout comme l'avaient fait les travailleurs portuaires partout dans le monde avec leur décision héroïque de suspendre le commerce maritime avec l'Afrique du Sud pour protester contre le régime d'apartheid,

ñ Invite les syndicats à travers le monde à réexaminer et à rompre tout lien avec la Histadrout.

L'engagement à appliquer ces mesures non violentes doit être maintenu jusqu'à ce qu'Israël respecte ses obligations à l'égard du droit international en reconnaissant le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et en respectant pleinement le droit international :

ñ En mettant un terme à l'occupation et colonisation de toutes les terres arabes occupées depuis 1967 (y compris Jérusalem-Est), et en démantelant du mur illégal et les colonies,

ñ En reconnaissant le droit fondamental des citoyens palestiniens d'Israël à l'égalité complète, ainsi que la fin du système de discrimination raciale à leur encontre,

ñ En respectant, protégeant et soutenant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et leurs propriétés comme stipulé dans la Résolution 194 des Nations Unies.

La Coalition des syndicats palestiniennes pour le BDS (PTUC-BDS) est l'organe le plus large et plus représentatif du mouvement syndical palestinien et comprend les organisations suivantes: l'Union générale des travailleurs palestiniens, la Fédération des syndicats indépendants (IFU), l'Union générale des femmes palestiniens, l'Union des Associations Professionnelles palestiniennes (dont les syndicats professionnels des ingénieurs, médecins, pharmaciens, ingénieurs agronomes, avocats, dentistes et vétérinaires), l'Union générale des enseignants palestiniens, l'Union générale des paysans palestiniens et les coopératives, l'Union générale des écrivains palestiniens, l'Union des fermiers palestiniens, Fédération palestinienne des

syndicats de professeurs d'université et les employés (PFUUPE), le Syndicat des employés du secteur publics en Palestine ainsi que et tous les cartels syndicaux qui composent la Fédération Générale Palestinienne de Syndicats (PGFTU): le Bureau central pour le mouvement ouvrier, le Front Progressiste de l'Union du travail, le Bloc unitaire des travailleurs, le Bloc des travailleurs progressistes, l'Organisation de solidarité des travailleurs, le bloc de lutte ouvrière, le bloc de résistance des travailleurs, le Front de libération des travailleurs, l'Union des comités de lutte des travailleurs palestiniens, le bloc de l'Initiative nationale (al-Mubadara).

- Coalition palestinienne des Syndicats pour le BDS (PTUC-BDS) ptuc-bds@bdsmovement.net

[1] En dépit des rumeurs prétendant contraire, la déclaration récemment publiée par la PGFTU appelle explicitement à un boycott total d'Israël et de toutes ses institutions qui sont complices de l'occupation: <http://www.bdsmovement.net/2011/pgftu-clarrification-6559>

[2] 20Info.php% [http://www.whoprofits.org/Company?id = 889](http://www.whoprofits.org/Company?id=889)

[3] <http://electronicintifada.net/v2/article10379.shtml>

[4] http://www.labourstart.org/israel/Histadrut_on_Gaza.pdf

[5] [http://www.histradrut.org.il/index.php?page _id=1801](http://www.histradrut.org.il/index.php?page_id=1801)

[6] <http://alternativenews.org/english/index.php/topics/news/2422-israel-owes-over-nis-83-billion-to-palestinian->